

Lors de sa visite à Washington et à New York, le Comité s'est fait dire à maintes reprises par les hauts fonctionnaires américains et les banquiers, et notamment par le secrétaire adjoint au Trésor, M. Richard Darman, que le Plan Baker représentait un brusque revirement de la politique américaine face au problème de l'endettement international. Jusque là, l'administration Reagan avait pris une attitude qui rappelait celle du président des États-Unis Calvin Coolidge qui, lorsque les pays européens avaient demandé aux États-Unis de radier leurs dettes issues de la Première Guerre mondiale, leur avait répondu: « N'ont-ils pas loué cet argent? » L'approche américaine supposait la mise en oeuvre traditionnelle de restrictions et de disciplines financières, et un recours aux forces du marché pour apporter les correctifs nécessaires. La nouveauté introduite par le secrétaire Baker dans cette analyse était la tardive prise de conscience que les économies de nombreux pays du Tiers monde stagnaient à cause de problèmes structurels fondamentaux. « Pour améliorer leurs perspectives de croissance », objectif que visait le Plan Baker, elles avaient besoin de temps et d'injections importantes de capitaux nouveaux.

Le Plan Baker comprenait trois trains de mesures interdépendantes:

- L'application, par les gouvernements débiteurs, de politiques macro-économiques et structurelles globales visant à promouvoir une croissance économique non inflationniste et l'équilibre de la balance des paiements. Au coeur de ces importantes conditions d'ajustement structurel, l'accent est mis sur les mesures d'approvisionnement, les forces du marché étant jugées capables de générer des niveaux de croissance économique soutenus et plus élevés. On cherche, par exemple, à attirer les investisseurs privés étrangers et nationaux, tout en réduisant le nombre et l'importance des entreprises du secteur public, à abaisser les barrières à l'importation qui avaient jusqu'alors empêché la concurrence étrangère et, plus particulièrement, à « fixer le juste prix des biens et des services » en instaurant des taux de change, des taux d'intérêt et des politiques budgétaires plus réalistes.
- L'octroi de prêts structurels plus nombreux et plus effectifs par les banques multilatérales de développement (BMD), et notamment par la Banque mondiale, pour compléter l'action du FMI. Les institutions financières internationales étaient encouragées à jouer un rôle central dans le lancement, l'appui et la surveillance des programmes de rajustement interne que les pays emprunteurs devaient appliquer. On proposait que les BMD augmentent de 50 p. 100 par rapport aux niveaux récents leurs versements aux principaux pays débiteurs, jusqu'à concurrence de 9 milliards de dollars par an entre 1986 et 1988. Si l'on tient compte des remboursements prévus, cette mesure devait rapporter 20 milliards de dollars en nouveaux prêts nets au cours des trois années mentionnées par le secrétaire Baker dans son discours.
- L'engagement pris par les banques commerciales privées, de consentir aux pays endettés des prêts nouveaux et plus importants jusqu'à concurrence de 20 milliards de dollars, au cours des années 1986 à 1988, en vue d'augmenter le flux des capitaux.

Le secrétaire Baker voulait arriver à un compromis réaliste entre la conclusion d'un accord international sur certains principes généraux - en particulier le besoin